Cahier de doléances du Tiers État de Moissac (Var)

Cahier des doléances

Les sieurs maire, consuls de la communauté de Moissac, pour satisfaire aux ordres de Sa Majesté, se sont occupés du cahier de doléances qui doit être joint à ceux de la Sénéchaussée pour être, le tout, rédigé en un seul, et présenté à l'assemblée des États Généraux ; et, conformément aux vœux des habitants de cette communauté, il sera respectueusement remontré :

1° Que, ne reconnaissant en France pour maître, que le Roi, ce monarque bienfaisant, la justice ne doit être rendue qu'en son nom, et par ce moyen les abus qui se glissent dans l'administration de la justice des juridictions subalternes et qui font la désolation du peuple, seront arrêtés. On peut exposer, sans craindre de blesser la vérité, qu'on ne trouve dans la plupart des justices seigneuriales qu'injustice, vexations, jugements iniques, rendus souvent par des individus ignorants, vendus à la créature du fief, et qu'un négociant, un ménager, tout honnête homme enfin, qui ne joue pas auprès du seigneur le vil personnage de courtisan, ne trouve plus de justice pour ses affaires ; alors l'officier est suspect, celui qui le remplace est absent, il faut aborder par force la forteresse pour avoir une subrogation, et Monsieur n'est jamais visible. Le négociant se dégoûte, préfère de perdre sa créance, abandonne son commerce, sa famille en souffre, et l'État, par une suite nécessaire, diminue ;

2° Que la juridiction seigneuriale supprimée, le lods, demi-lods qui ont été donnés pour subvenir aux frais de la justice, doivent l'être aussi ; ce droit est accablant pour le Tiers, et notamment pour le pauvre, qui, dans une mauvaise récolte, ou lui ayant été enlevée par le gibier, ne pouvant subvenir au paiement des impôts et à la nourriture de sa famille, est obligé de vendre son bien pour satisfaire ses créanciers. N'est-il pas criant et de la plus grande injustice que, pour se libérer, il soit forcé de donner au fief la sixième de son bien ? on dit sixième, parce que la plupart des seigneurs ont su par leur puissance, ou par leurs menaces, se l'adjuger à ce taux ;

3° Que les maux que le gibier cause, dans tout le terroir des fiefs de Provence, sont inappréciables ; que non seulement il ravage toutes les productions, dévaste tous les champs, mais encore détruit toutes les plantations en oliviers et en vignes, et nous ravit les moyens de satisfaire aux charges de la province ; tous ces maux touchent encore de plus près le pauvre, qui, n'ayant point, ou presque point de fonds, est obligé de porter ses travaux dans des défrichements aux terres éloignées, et là où il trouverait sa subsistance et celle de sa famille, à peine trouve-t-il la semence. Le cultivateur se décourage, laisse les terres incultes et va chercher sa vie dans le pays étranger. Tous les habitants, pleinement convaincus des vues bienfaisantes de Sa Majesté, attendent avec impatience la réforme d'un abus si criant et universel, en donnant droit de chasse à tout honnête homme, pour délivrer la communauté du fléau le plus accablant, unique ressource pour redonner la vie au pauvre ;

4° Que les droits de reconnaissance, que les seigneurs forcent les communautés d'abonner pour de l'argent (ce qu'ils ne peuvent faire, ni en conscience, ni en justice), seront également anéantis, ne voulant reconnaître d'autre maître que notre Souverain ;

5° Que tous les droits seigneuriaux quelconques, qui tiennent les pauvres habitants de la campagne dans l'oppression et dans la servitude et qui les exposent à tant de vexations, seront également abolis ;

6° Que toute banalité quelconque sera supprimée ;

7° Que les pensions féodales, tasques, censés et autres charges de pareille nature seront rachetables à prix d'argent ;

8° Que Messieurs les députés aux États Généraux porteront au pied du trône l'état de détresse dans lequel les malheureux habitants des villages se trouvent par les impositions et charges auxquelles ils sont soumis, desquels ils donneront à Sa Majesté une connaissance parfaite, et qui consiste :

1° Droits seigneuriaux, qui sont d'ordinaire droit d'habitation, ou louage, qui est de deux ou trois panaux de blé, ou seigle, ou avoine, pour chaque chef de famille ; droit d'albergue, puits et forge ;

2° Tasque, qui est une espèce de dime qui se paie jusqu'au dernier grain, à cause que les seigneurs sont plus craints que les ecclésiastiques ;

3° Droit de lods, exigible jusque sur un tronc de bois ne valant que six sols ;

4° Demi-lods, payable de dix en dix ans sur tous les fonds de la communauté, maison curiale, forge, hôtel-de-ville, propriétés ;

5° Pension féodale, plus ou moins grande, banalité des fours et moulins, services en argent, obligation de travailler pour les possédant-fiefs, en plusieurs endroits ; et de ce dernier article quelle vexation n'en résulte-t-il pas ! combien de pauvres habitants, couchés dans leur misérable chaumière, ou occupés à des objets essentiels, tels que la moisson, n'ont-ils pas été forcés d'abandonner¹, pour les travaux de fantaisie des seigneurs ?

6° Dîmes ecclésiastiques contre lesquelles le royaume entier réclame, et dont il demande la suppression :

1° Droits de paroisse, casuel, charges particulières des communautés ; entretien des maisons curiales, logement de secondaire, église, clocher, et autres bâtiments généraux, dont du tout les seigneurs ne paient rien, même à raison de leur bien roturier ; paiement pour droit de publication des bans de mariages, baptêmes, sépultures, deniers royaux, imposition de sel, les charges effrayantes de la province pour tant de chemins et autres ouvrages accordés à la seule faveur ; tels sont les différents objets qui nous oppriment. Et il en est bien d'autres, tels que ceux de cette communauté, qui accablent le Tiers ! Nous voudrions le dissimuler à Sa Majesté pour ne pas toucher son cœur déjà assez attendri sur notre malheureux sort ; mais, puisque sa bonté nous y invite, nous nous rendons à ses désirs : c'est la sixième de tous les grains et fruits quelconques que les habitants paient annuellement au possédant-fief de ce lieu.

Que reste-t-il après cela aux pauvres habitants de campagne ? Il est temps que l'on soit plus juste et plus raisonnable, on doit songer à leur soulagement ; que la tyrannie enfin ait son terme, et qu'elle ne devienne pas la cause des sanglantes tragédies. Que Messieurs les députés aux États Généraux portent le piteux état du peuple au pied du trône ; on implore leur secours, le monarque bienfaisant les y invite, la justice, l'équité et leur état l'exigent.

La présente assemblée a arrêté que, quant aux objets qui intéressent la généralité du Royaume, les sieurs députés, que l'ordre du Tiers aura élus pour assister et voter aux États Généraux, seront expressément chargés d'y solliciter : la suppression de tous les tribunaux inutiles et onéreux ; une attribution à ceux d'un arrondissement de souveraineté jusqu'au concurrent d'une somme déterminée ; l'abrogation de toute lettre attentatoire à la liberté du citoyen ; la faculté de tout individu, de quel ordre qu'il soit, de concourir à tous les emplois militaires, bénéfiques et charges attributives à la noblesse: (il est inouï que le Tiers État, source de lumières dans lequel la Noblesse et le Clergé en général puisent les premiers principes de toutes les connaissances, soit privé de fournir au Roi, à l'Eglise et à la magistrature, tant de braves gens de mérite que fournit cet ordre, qui est la Nation) ; d'y réclamer surtout² la vénalité des offices ; que les charges quelconques de la magistrature ne seront données qu'à vie et au mérite, dans une assemblée générale de chaque province ; que le Tiers ou la Nation ne pourra être jugé que par ses pairs, pris dans son sein ; d'y réclamer en outre une modération dans le prix du sel, rendu uniforme dans tout le royaume ; comme aussi l'abolition de tout droit de circulation dans son intérieur, et notamment le reculement des bureaux de traites sur les frontières. Les députés, au nom de la communauté, chargeront Messieurs les députés aux États Généraux de dénoncer au Roi et à toute la nation française les protestations des possédants-fiefs provençaux, soit celle du vingt-et-un janvier, prise contre le rapport fait au Roi par Monsieur le directeur général (ce brave ministre, ange tutélaire de la Nation), et toutes les autres protestations qui portent directement contre le vœu du Monarque et celui des communes de France.

Quant aux affaires particulières de la Province, l'assemblée charge par exprès ses représentants, en l'assemblée convoquée en la ville de Draguignan : de demander au meilleur des Rois la convocation générale des trois ordres de la Province pour former la constitution du Pays : de réclamer de sa justice qu'il soit permis aux communes de se nommer un syndic avec entrée aux États ; de s'élever contre la permanence de la présidence et contre la permanence de tout membre inamovible, ayant, en l'état des choses, l'entrée aux-dits États ; de requérir l'exclusion aux mêmes États des magistrats et de tout officier

¹ de les abandonner

² contre

attaché au fisc ; comme aussi requérir la désunion de la procure du Pays, du consulat de la ville d'Aix ; l'admission des gentilshommes non possesseurs de fiefs et du clergé du second ordre ; l'égalité des voix pour l'ordre du Tiers contre celle des deux premiers ordres, tant dans les États que dans la commission intermédiaire , et surtout l'égalité des contributions pour toutes les charges royales et locales, sans exemption aucune et nonobstant toute possession ou privilège quelconque ; l'impression annuelle des comptes de la Province dont envoi sera fait à chaque communauté ; et que la répartition des secours que le Roi accorde au pays, ensemble de l'imposition de quinze livres par feu, affectée à la Haute-Provence, sera faite dans le sein des États ; que les États provinciaux seront chargés de nommer des commissaires de l'ordre du Tiers, pour visiter les titres des communautés pauvres et vexées, et de porter au pied du trône les oppressions des malheureux ; que les mêmes États seront chargés de soutenir les procès que les possédants-fiefs ont la cruauté de leur intenter après en avoir fait examiner les motifs, comme aussi d'établir que les communautés seront obligées de soutenir les procès que lesdits possédants-fiefs pourront intenter aux habitants en particulier, après le même examen que dessus ; déclarant au surplus, l'assemblée, que, quant à tous autres objets soit généraux pour le royaume, soit particuliers à cette province, elle s'en réfère absolument au cahier général qui sera dressé d'après le vœu de la prochaine assemblée, soit encore à celui que l'ordre du Tiers déterminera lors de sa réunion pour l'élection de ses députés aux États Généraux, approuvant dès à présent tout ce qui sera arrêté dans l'assemblée préliminaire, convoquée en la ville de Draguignan le 27 du courant et 7 du mois d'avril prochain.

Ainsi que dessus il a été délibéré, et se sont, tous les chefs de famille sachant écrire, soussignés.

A Moissac, ce vingt deux-mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.